

Le 9 octobre, tous mobilisés par la grève pour dire :



- **Non à la retraite par points, maintien de tous les régimes existants**
- **Non au démantèlement des services publics républicains et de l'hôpital**
- **Oui à l'augmentation générale des salaires, retraites et pensions**

Le gouvernement sort des congés d'été affaibli par la multiplication des « **affaires** » et la démission de Nicolas Hulot. Or, malgré la situation et les sondages catastrophiques, Emmanuel Macron a annoncé fin août qu'il comptait poursuivre dans la même direction, celle du démantèlement des conquêtes sociales. Les annonces se succèdent les unes après les autres : privatisations, démantèlement des services publics républicains et de l'hôpital avec ses centaines de milliers de suppressions d'emplois, étatisation de l'assurance chômage, volonté d'anéantissement de la Sécurité sociale et de la santé au travail, fragilisation de la négociation collective à tous les niveaux, etc. **Tout doit y passer !**

Parmi les « **mesures phares** » du gouvernement, le projet de contre-réforme des retraites conduirait à réduire le niveau des pensions de plus de 15 % en moyenne. Tout le monde est concerné : les actuels et futurs salariés comme les retraités, du public comme du privé.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de lancer une campagne massive pour la préservation des régimes de retraites existants et contre toute uniformisation ou « **retraite par points** ».

L'ensemble des mesures gouvernementales suscitent indignation et colère. Celle-ci est d'autant plus profonde que ces mesures s'accompagnent d'une redistribution de richesses à une minorité de privilégiés. Les 500 français les plus fortunés possèdent 650 milliards d'euros de patrimoine en 2018, soit une hausse de 13 % par rapport à l'année dernière, qui fait suite à une hausse de 26 % l'année précédente...

Nous l'aurons bien compris : les patrons sont ravis. 2018 est une bonne année, mais 2019 sera pour eux exceptionnelle, avec le cumul du CICE et des nouveaux allègements de cotisations patronales. Au total, cela représentera près de 40 milliards d'euros.

Dans ce contexte, Force Ouvrière affirme clairement ses revendications :

- Augmentation générale des salaires, retraites et pensions, traitements et minima sociaux,
- Amélioration des conditions de travail,
- Défense de la Sécurité sociale, et maintien du régime d'assurance chômage sans aucune étatisation et des droits afférents,
- Refus d'un régime universel de retraites par points et maintien de tous les régimes existants, notamment le Code des pensions civiles et militaires.

Pour faire aboutir ces revendications, l'heure est maintenant à l'action syndicale. Dans ce cadre, **Force Ouvrière appelle les salariés, chômeurs, jeunes et retraités à la grève et la manifestation, le 9 octobre 2018**



Rassemblement à Brive 14 H devant la CCI